

## L'ÈRE DES «CONSENSUS»...

Le nombre des chômeurs ne cesse de s'accroître. L'inflation continue même si, pour un temps, les artifices de M. Barre peuvent donner l'illusion d'un certain ralentissement.

A ce propos, notons que, pour décembre, l'indice C.G.T. accuserait environ 0,6 % de hausse du coût de la vie, soit le même pourcentage (voire même un pourcentage inférieur) à celui de l'indice I.N.S.E.E. tant décrié.

Décidément, les staliniens n'ont rien à refuser à M. Barre. Mais peut-être est-ce aux dirigeants de sa propre centrale et à leur indice truqué auquel pensait Georges Prampart, lorsqu'il confiait à *«Ouest-Unité»* (1): *«Je voudrais dire qu'il y a fort à parier pour que demain certains qui sont si complaisants avec le pouvoir aujourd'hui le soient moins demain et que d'autres qui considèrent le Programme Commun comme insuffisamment «révolutionnaire» se contentent de quelques mesures sociales, sans exiger les mesures fondamentales qui seront nécessaires à l'application d'une autre politique ouvrant la voie au socialisme».*

Mais non! je commets assurément une erreur, Prampart ne pensait à ses propres dirigeants, dans la mesure où ce n'est pas pour demain mais, DÈS AUJOURD'HUI - Giscard étant Président de la République et Raymond Barre, son premier Ministre - que lui, Prampart et ses amis du P.C.F. dirigeant la C.G.T., opposent les *«réformes de structure»* et autre *«lutte contre les inégalités»* aux revendications des travailleurs.

Nous sommes, décidément entrés dans une période de réaction sur toute la ligne et aujourd'hui, le principe de la séparation des Églises et de l'État est, lui-même, remis en cause.

Dans *«Le Monde»* du 7 janvier 1977, M. Guy Guerneur, député R.P.R. du Finistère après avoir condamné les *«dispositions agressives contenues dans l'avant-projet du «plan socialiste pour l'éducation nationale», récemment publié»* réclame: *«pour l'enseignement privé la parité avec le secteur public: aide financière aux établissements, traitement égal des maîtres».*

Et pour l'avenir, il nous faut, dit-il: *«libérer les bastilles administratives des réticences qui persistent çà et là dans l'application de la loi. Au-delà il reste à obtenir une aide financière pour la construction des écoles privées. La vie appelle la vie: à laisser survivre les classes rurales sans permettre des implantations nouvelles dans les zones urbanisées, le gouvernement abandonnerait l'école privée au repli, à la récession et à la mort».*

Voilà pour la majorité, mais du côté de l'opposition?

Dans la même page, le même jour, *«Le Monde»* nous apprend que: *«Devant l'émotion que suscitent depuis plusieurs semaines les propositions de nationalisation de l'enseignement privé contenues dans l'avant-projet de plan du parti socialiste pour l'éducation, le P.S. a décidé, mercredi 5 janvier, au cours d'une réunion spéciale de son secrétariat national de modifier la présentation de sa position officielle sur ce sujet. Cette position - qui devrait faire l'objet, le 12 janvier prochain, d'un article de M. François*

(1) Mensuel d'information socialiste, n°3, nov. 1976.

Mitterrand dans «L'Unité», l'hebdomadaire socialiste - sera probablement marquée par l'atténuation sensible du chapitre intitulé «Nationaliser l'Éducation», élaboré par l'équipe de M. Louis Mexandeau, député du Calvados, délégué national à l'éducation et animateur de l'actuel avant-projet».

Et dans le style inimitable qui est le sien, «Le Monde» nous informe que: «A l'origine de ce qui a fini par devenir, au P.S., l'«affaire Mexandeau», quelques lignes de la chronique hebdomadaire du premier secrétaire du parti socialiste dans «L'Unité»: «(...) Le projet éducatif établi par M. Louis Mexandeau (et la délégation de l'éducation nationale (...), bien qu'ayant été retenu dans ses grandes lignes par le comité directeur et diffusé à ce titre, n'en garde pas moins son caractère de document préparatoire pouvant et devant être sur des points importants amendé (...)). Il rappelait qu'un avant-projet ne devait pas «engager» le parti. Pour les militants rompus au style de M. François Mitterrand, une telle constatation équivalait à une sanction».

Quant au P.C.F., comme toujours, il pousse la logique de sa politique jusqu'au bout. On ne peut, à la fois, demeurer fidèle aux conclusions du colloque du C.N.A.L., réclamer la nationalisation de l'enseignement et se rallier au «compromis historique», c'est-à-dire accepter les solutions néo-corporatistes proposées par les démo-chrétiens. C'est ce qu'exprime clairement, dans une déclaration à la presse (2), Auguste Bechler, membre du Comité Central du P.C.F.: «Le Parti Communiste tient à souligner que si la gauche accède au pouvoir, elle n'y accédera pas pour nationaliser l'enseignement libre, mais pour l'assainir et relancer la vie économique, entreprendre la plus grande réforme de l'enseignement, élargir la démocratie économique, sociale et politique. Il précise, conclut M. Bechler, qu'il n'est pas dans ses intentions de régler quelque question que ce soit, serait-ce celle de l'école libre, de façon autoritaire ou par des mesures administratives».

Les laïques devront se faire une raison! Non seulement, le P.C.F. renonce à la nationalisation de l'enseignement mais il se propose «d'assainir l'enseignement libre», c'est-à-dire selon le «Robert» de le «rendre sain ou plus sain», ou encore «plus pur» (sic).

On notera également que le P.C.F. ne parle même plus de l'enseignement «privé» mais de l'enseignement «libre».

Ainsi, le stalinien Auguste Bechler, le R.P.R. Guy Guerneur et le «socialiste» François Mitterrand se retrouvent d'accord pour, au nom du «droit à la pluralité et à la différence» ou du refus de recourir à des mesures «autoritaires ou administratives», condamner la formule découlant du principe de la séparation des Églises et de l'État: A ÉCOLE PUBLIQUE FONDS PUBLIC, A ÉCOLE PRIVÉE FONDS PRIVÉ.

Il faut être clair dans la France clérico-stalino-giscardienne de 1977. Un tel abandon équivaldrait concrètement à redonner à l'Église et à brève échéance un monopole de fait sur l'enseignement primaire. - Et nous voilà revenus à Napoléon qui pensait que «l'éducation des enfants du peuple devait être confiée aux curés».

Après le consensus entre la «droite» et la «gauche» sur la «participation» la «politique des revenus» et la «planification démocratique», voilà un nouveau «consensus» tout aussi réactionnaire et qui risque fort de déboucher sur une remise en question de nos libertés démocratiques.

Il faut également dire qu'une prise en charge des dépenses de fonctionnement et de développement de l'enseignement privé ne peut qu'aboutir à la destruction du statut des enseignants; ces derniers, au-delà de leurs préférences politiques ou idéologiques feraient bien d'y songer: pour défendre leur statut, c'est-à-dire, en dernière analyse, leurs conditions d'existence, aujourd'hui, comme demain et, peut-être, plus encore demain qu'aujourd'hui, les enseignants auront besoin de syndicats réellement indépendants de l'État, des Partis et des Églises!

C'est dans ce contexte politique, assurément difficile, que la classe ouvrière cherche les voies et moyens d'agir pour la défense de ses intérêts et, au-delà, pour la défense de son droit à l'existence.

Bureaucratie stalinienne et bourgeoisie ont partie liée. Les uns comme les autres craignent pour

(2) «Presse Océan», 20 janvier 1977.

leur privilège et tentent, par tous les moyens, de maintenir un certain statut-quo pudiquement baptisé «*coexistence pacifique*».

Mais la «*coexistence pacifique*», elle même, a ses limites et, de surcroît, il n'est au pouvoir de personne d'empêcher le processus de la lutte des classes de se dérouler inexorablement. Que cela plaise ou non, qu'on le souhaite ou non, nous allons vers de puissants affrontements de classe.

Dans ces combats, nos militants devront prendre leur place, toute leur place. Ils doivent s'y préparer

**Alexandre HÉBERT.**

-----